

## Axe n° 1 : Formation d'alliances et renforcement de la gouvernance par une Commission de l'océan Pacifique

Axe n° 1	Formation d'alliances et renforcement de la gouvernance par une Commission de l'océan Pacifique
1. But	Assurer la gouvernance et la représentation de l'océan Pacifique, coordonner les actions et procéder à une analyse stratégique
2. Résumé	Instituer une commission régionale de l'océan Pacifique, composée d'un Commissaire régional à la gouvernance de l'océan Pacifique et de professionnels spécialisés ; cette commission aura pour mandat d'assurer une représentation à haut niveau et de s'employer d'urgence à focaliser l'attention sur les priorités, les décisions et les procédures relatives à l'océan, à plaider en leur faveur et à en assurer la cohérence aux échelons national, régional et international.
3. Contexte	<p>La Politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique (PIROP, 2002) et le Cadre pour les paysages océaniques du Pacifique (FPO, 2010) ont mis en lumière la nécessité d'une gouvernance et d'une action coordonnée pour résoudre les problèmes liés à l'océan, nécessité réaffirmée dans le Cadre d'action stratégique intégré de la Politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique (PIROP-ISA), la « proposition bleu-vert » présentée conjointement par le CORP et le 10<sup>e</sup> FED et dans la récente note conceptuelle du projet PROP de la Banque mondiale. Le poste à temps partiel de Secrétaire général du Forum des Îles du Pacifique (PIF) a été créé à titre intérimaire. D'autres initiatives ont également été prises pour assurer une gouvernance à l'échelon infrarégional pour les questions liées à l'océan, par exemple l'Initiative du Triangle de corail et la mise en place de mécanismes infrarégionaux portant sur des aspects particuliers, par exemple le Secrétariat des Parties à l'Accord de Nauru et l'accord « Te Vaka Moana » pour la gestion des thonidés. Vu les ressources modestes allouées au dispositif intérimaire et les possibilités de coordination limitées, les institutions progressent au coup par coup, en se concertant peu, et sans être évaluées au regard de la PIROP et du FPO, qui constituent le cadre global de la politique régionale de la mer. La promotion des questions liées à l'océan reposait sur les bons offices de quelques dirigeants régionaux, dans la mesure de leurs disponibilités et de celles de leurs conseillers.</p> <p>Les modalités arrêtées par la Commission intérimaire ou d'autres initiatives n'ont pas pleinement pris en compte la nécessité de défendre les intérêts régionaux liés à l'océan à haut niveau et de coordonner la mobilisation de ressources (y compris financières), préconisée dans le FPO. En outre, de nombreuses activités envisagées dans le FPO demandent une approche bien coordonnée à haut niveau pour aider les pays, évaluer et convenir d'un appui stratégique « prioritaire », suivre et évaluer les progrès.</p> <p>Les actions prioritaires énoncées dans le FPO, par exemple la délimitation des frontières maritimes, profiteraient grandement du renforcement de la gouvernance, du soutien et de l'engagement des responsables politiques, de même que de prises de positions rationnelles sur les questions de gestion durable des pêcheries littorales, d'un cadre juridique et d'action exhaustif pour les ressources minérales des grands fonds marins et du traitement des problèmes de conservation et de gestion des ressources en haute mer. En tant qu'institution essentiellement chargée d'établir des politiques, la Commission aspirera éventuellement à avoir un statut indépendant vis-à-vis d'organisations régionales existantes. De par son mandat et sa responsabilité, elle fera certainement office d'intermédiaire neutre. Pour des raisons opérationnelles et économiques, il pourra s'avérer prudent d'héberger la Commission au sein d'une institution existante. La Commission rendra principalement compte aux chefs d'État et de gouvernement, éventuellement par le truchement d'un dispositif en liaison avec les processus prévus par le Plan pour le Pacifique.</p>
4. Instruments applicables	<div> <div>Priorités et activités du FPO :</div> <div>Autres instruments :</div> </div> <div>           Actions 2a, 2b. Actions de soutien 1a, 1b, 2d, 2c            Initiatives 1.1, 1.2, 1.3, 6.2, 6.1 du PIROP-ISA,            Conventions et plans d'action sur les mers régionales,            Convention de Nouméa         </div>

5. Objectifs	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Création du poste de Commissaire régional pour l'océan, épaulé par des professionnels spécialisés, et chargé d'assurer la représentation à haut niveau et de s'engager à tous les niveaux.</li> <li>2. Mise en place d'un dispositif régional d'alliances/partenariats pour l'océan, assurant la coordination et la conduite d'activités en faveur de l'océan.</li> <li>3. Participation, aux côtés de représentants de haut niveau des pays insulaires océaniques, à l'étude des lacunes et des possibilités d'intervention dans les procédures existantes d'exploitation durable et de gestion des espaces marins et des côtes (en liaison avec l'axe n° 3).</li> <li>4. Assurer la supervision et le S &amp; E des activités en rapport avec le FPO, y compris un mandat de surveillance des problèmes nouveaux nécessitant une attention et une prise en compte à l'échelon régional et national (par ex. la haute mer).</li> </ol>
6. Activités à conduire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménager un bureau, mettre en place des modalités institutionnelles et recruter un Commissaire à l'océan et le personnel clé (au moins deux ou trois postes ETP au niveau conseiller) ;</li> <li>• Rédiger les messages clés et promouvoir la politique de la mer et les intérêts de l'océan Pacifique à l'échelon régional et international ;</li> <li>• Élaborer la politique de la mer et les plans de mise en œuvre, en assurer le suivi et l'examen, et mettre en place un cadre de S &amp; E permanent ;</li> <li>• Trouver et mobiliser des ressources financières et techniques pour mettre en œuvre le FPO et dresser un inventaire des activités à conduire pour surveiller les lacunes et y remédier ;</li> <li>• Étudier les efforts d'harmonisation des activités des donateurs et en suivre les progrès, éventuellement en liaison avec les domaines fonctionnels du Secrétariat général du Forum, à l'appui de la mise en œuvre du Plan pour le Pacifique, et améliorer la coordination et l'efficacité de l'aide ;</li> <li>• Instaurer et faciliter/coordonner une « Alliance pour l'océan » ou un partenariat regroupant des institutions régionales et internationales, des bailleurs de fonds, des ONG et des institutions nationales ;</li> <li>• Participer, aux côtés des dirigeants et d'organismes nationaux, à l'étude des besoins et priorités et à des dispositifs nationaux appropriés en vue de la mise en œuvre par les partenaires techniques (voir l'axe n° 3) ;</li> <li>• En coordination avec les directeurs des organisations membres du CORP et d'autres partenaires du développement, en vue de la conduite des opérations liées à l'océan définies dans le FPO et d'autres activités prioritaires en faveur de l'océan énoncées dans la PIROP ;</li> <li>• Participer à des réseaux de la société civile et du secteur privé et apporter le soutien approprié en vue d'atteindre les objectifs du FPO ;</li> <li>• Organiser des forums quinquennaux de l'océan, élaborer une politique de l'océan et cerner les problèmes nouveaux (priorité stratégique 6a). Le premier forum permettrait de lancer l'Alliance pour l'océan et les suivants pourraient porter sur des processus de développement de plus grande portée, par exemple le Plan pour le Pacifique, l'examen décennal du Programme d'action de la Barbade (BPOA + 20), Rio + 20, etc.</li> <li>• Superviser des projets dans lesquels la Commission pourrait jouer immédiatement un rôle, par ex. les notes conceptuelles 4, 5 et 6 et l'axe n° 3</li> </ul>
7. Résultats escomptés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commissaire régional à l'océan désigné ;</li> <li>- Commission régionale de l'océan Pacifique mise en place, dotée du personnel professionnel de soutien, assurant la représentation et un engagement à haut niveau ;</li> <li>- Les responsables politiques de haut niveau portent leur attention sur les problèmes critiques et les priorités de l'Océanie et s'engagent à l'échelon national, régional et mondial, grâce à une gouvernance résolue et à une action de plaidoyer à haut niveau ;</li> <li>- Le dispositif ouvert et intégré d'Alliance/partenariat régional pour l'océan est facilité par le Commissaire régional à l'océan, les fonctions administratives étant assurées par la Commission ; le dispositif :</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- assure la coordination efficace des activités en faveur de la mer et la mobilisation de ressources en vue de l'application de la politique de la mer,</li> <li>- facilite la coopération régionale en matière de problématique de la haute mer,</li> <li>- apporte son soutien aux processus nationaux liés à la gouvernance et à la politique de l'océan, le cas échéant ;</li> <li>- rationalise le soutien en vue d'honorer les engagements nationaux au titre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ;</li> <li>- assure le suivi et l'évaluation des activités et initiatives liées au FPO ;</li> <li>- promeut la coopération interrégionale.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au titre de l'axe n° 3 relatif aux évaluations nationales : les lacunes à combler et les chances à saisir sont identifiées dans les pays, en vue d'intervenir dans les processus existants d'exploitation durable et de gestion des espaces côtiers et océaniques ;</li> <li>- Le Commissaire à l'océan (et le secrétariat) facilitent la mise en place de l'Alliance pour l'océan ;</li> <li>- Les réseaux facilitant la mise en œuvre, depuis les populations locales jusqu'au gouvernement (à l'échelon national, et depuis les gouvernements/conseils jusqu'aux dirigeants (à l'échelon régional) sont coordonnés. Le forum permet aussi d'évaluer et d'examiner dans quelle mesure la PIROP et les principes du FPO sont appliqués et harmonisés, en fonction des besoins.</li> </ul>
<b>8. Parties prenantes et bénéficiaires</b>	La Commission régionale de l'océan Pacifique est un petit organisme neutre, mais composé de nombreux membres virtuels, grâce à un engagement et une coopération, une coordination et une collaboration étroites avec toutes les parties prenantes régionales et nationales, fondées sur divers processus ouverts, bilatéraux, multilatéraux et facilités par le CORP, par exemple l'Alliance pour l'océan, et sur d'autres liens fonctionnels avec des dispositifs tels que le programme pour les mers régionales.
<b>9. Ressources</b>	<p>Financement : la Commission s'efforcera de réduire les coûts par le partage de locaux et de mobiliser des ressources allouées au titre d'initiatives financées selon le système du recouvrement des coûts plutôt que par celui des frais généraux fixes.</p> <p>Un Commissaire à l'océan, assisté d'un petit secrétariat comprenant au moins deux ou trois analystes politiques de haut niveau et d'agents de soutien pourra consacrer son attention sur certaines tâches essentielles définies dans le FPO et la PIROP, politique de rang supérieur.</p> <p>Personnel : Commissaire à l'océan, analystes politiques (2-3 cadres ETP), consultants</p> <p>Activités : Dépenses pour réunions, déplacements, forum régional (1)</p> <p>Durée : 5 ans</p>
<b>10. Autres interventions connexes</b>	Axe n° 3 du FPO et composante « coordination et suivi » de tous les axes du FPO. Pourrait constituer ou inclure l'Unité de coordination de la Politique régionale océanique pour l'océan, proposée par la Banque mondiale.

## **Axe n° 2 : Délimitation des frontières maritimes**

Axe n° 2	Délimitation des frontières maritimes
1. But	<b>Établir les droits et responsabilités juridictionnels sur les frontières maritimes et maintenir les capacités régionales et nationales d'information géospatiale</b>
2. Résumé	<p><b>Les pays insulaires océaniques, Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) doivent déposer auprès des Nations Unies, dans leur intérêt national, les coordonnées de leurs points et lignes de base, ainsi que des cartes et des informations permettant de fixer les limites de leurs zones maritimes. Les pays doivent satisfaire à cette condition préalable pour pouvoir établir leurs droits et responsabilités sur de vastes espaces océaniques et les faire respecter. Ils doivent aussi conduire des négociations avec les États voisins pour convenir du tracé de frontières communes.</b></p>
3. Contexte	<p>Selon le FPO, la priorité stratégique n° 1 (SP 1) consiste dans l'établissement des droits et responsabilités juridictionnels sur les zones maritimes, sachant que la gouvernance repose sur des droits et des responsabilités et que, à très grande échelle, un nombre important de frontières maritimes reste à négocier et à déclarer dans le Pacifique. Sur les quelque 48 frontières communes qui nécessitent des traités négociés, 28 seulement font l'objet d'un traité et sept traités ont été signés en 2012 seulement.</p> <p>Depuis 2001, c'est la Division géosciences et technologies appliquées (Division SOPAC) de la CPS qui conduit les efforts régionaux à l'appui de la fixation des frontières maritimes en Océanie. Elle a acquis d'importantes capacités en matière de traitement des données spatiales maritimes dans tous les pays insulaires océaniques (PIO) participants, et aide ceux-ci à fixer leurs lignes de base respectives (y compris celles des archipels), les limites des zones maritimes et les limites externes de leur ZEE, conformément aux dispositions de la CNUDM (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer). La Division SOPAC aide également à trouver des solutions techniques à la fixation des frontières communes, à l'appui des négociations de traités. Il faudra probablement mettre davantage l'accent sur le soutien juridique et politique apporté aux pays, afin de conclure les négociations concernant la fixation des vingt frontières communes en attente.</p> <p>À la date de rédaction du présent document, seuls les Fidji, Nauru et les Palaos avaient déclaré leurs lignes de base, leurs zones maritimes et leurs limites extérieures conformément à la CNUDM, tandis que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu n'ont déclaré que leurs lignes de base archipélagiques. Trois de ces pays (Fidji, Îles Salomon et Papouasie-Nouvelle-Guinée) s'emploient actuellement à vérifier et actualiser les données utilisées (antérieures à 2001) pour déclarer leurs lignes de base et zones maritimes respectives, avec le concours de la Division SOPAC. La déclaration des frontières maritimes est donc en cours.</p> <p>En collaboration avec ses partenaires techniques, la Division SOPAC aide aussi les pays insulaires océaniques à formuler leurs revendications sur un territoire potentiel relevant du plateau continental élargi, conformément à l'article 76 de la CNUDM ; avant février 2013, dix pays insulaires (Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Kiribati, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) avaient présenté leurs demandes respectives et conjointes d'élargissement de leur plateau continental, conformément au document SPLOS/183e (informations préliminaires indicatives), à la Commission des limites du plateau continental (Nations Unies). En tout, 2 millions de kilomètres carrés environ de fonds marins, adjacents mais au-delà des 200 milles nautiques de la ZEE des pays, ont été revendiqués auprès de la Commission des limites du plateau continental. Toutes les demandes d'extension du plateau continental sont soumises à un examen technique effectué par un panel d'experts de la Commission, et chaque pays doit renseigner sa demande respective (et conjointe) avant la réalisation de cet examen technique. Les pays doivent mettre en place une équipe technique et juridique spécialisée pour faire valoir sa demande auprès de la Commission, et être en mesure de prendre à leur charge les dépenses encourues pour la procédure d'instruction technique et juridique pendant plusieurs années (la procédure peut prendre cinq ans ou plus).</p>

	<p>La Division SOPAC fait également office de centre régional de coordination d'un consortium d'organismes techniques et juridiques partenaires qui collaborent avec elle pour aider les pays insulaires océaniques à fixer leurs limites maritimes. Ces partenaires ont en outre renforcé les capacités de traitement des données géospatiales maritimes d'un certain nombre d'équipes des pays. À la fin de 2012, l'AusAID a cessé de financer la série d'ateliers régionaux qui ont contribué à renforcer ces capacités et à faire progresser la fixation des frontières dans la région. Une autre demande de financement a été soumise à l'AusAID, afin que ce travail important soit poursuivi. Cette demande est toutefois mise en concurrence, et si l'éventail de compétences n'est pas constitué, les capacités et les progrès accomplis aux échelons national et régional seront perdus. Il faut aussi noter que ces compétences sont très importantes pour des activités prioritaires telles que la cartographie géospatiale des ressources marines et de leur exploitation, entre autres éléments du FPO.</p> <p>Pour soutenir cette priorité stratégique et mener à bien les travaux en ce sens, le FPO doit établir des priorités, mais aussi lui imprimer un certain dynamisme, en renforçant la volonté politique à l'échelon national, afin d'encourager les États à définir promptement leurs droits et responsabilités en vertu de la Convention sur le droit de la mer. Les capacités existant aux niveaux régional et national devraient également être mises à contribution pour répondre à tout besoin découlant d'autres initiatives prioritaires liées au FPO en matière de délimitation du territoire et des limites.</p>
<b>4. Instruments applicables</b>	<p>Priorités et activités du FPO : 1a, 1b</p> <p>Autre instrument : CNUDM</p>
<b>5. Objectifs</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fixer officiellement les limites maritimes des PIO pour garantir leurs droits sur leurs ressources marines biologiques ou autres ;</li> <li>2. Aider les pays à défendre leurs demandes potentielles d'extension du plateau continental ;</li> <li>3. Réunir les moyens d'intégrer ces capacités « géospatiales » régionales et nationales dans d'autres priorités nationales et du FPO qui nécessitent ces compétences ;</li> </ol>
<b>6. Activités à conduire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apporter un soutien en vue de l'organisation d'une série d'atelier sur les limites maritimes et l'extension du plateau continental ;</li> <li>• Mettre en place un dispositif d'appui juridique aux PIO en vue de la négociation des frontières communes, facilitée par la Commission, et mobiliser les responsables politiques ;</li> <li>• Créer un dispositif régional chargé d'apporter un appui logistique aux PIO, afin qu'ils continuent de défendre leurs demandes déjà déposées d'extension du plateau continental ;</li> <li>• À l'aide de l'imagerie satellitaire, appuyer la collecte de données exactes sur les lignes de base ;</li> </ul>
<b>7. Résultats escomptés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les coordonnées des points et lignes de bases, ainsi que des cartes et des informations sur le tracé des lignes de base et la délimitation des zones maritimes des PIO, sont déposées auprès des Nations Unies ;</li> <li>- Les frontières communes restantes, non encore finalisées, sont négociées et font l'objet d'un traité (compte tenu des problèmes complexes que peuvent présenter certains lieux, qu'il ne sera peut-être pas facile de résoudre).</li> <li>- Les demandes d'extension du plateau continental présentées par les PIO sont appuyées par la procédure de défense et au besoin finalisées.</li> </ul>
<b>8. Parties prenantes et bénéficiaires</b>	<p>Pays insulaires océaniques, Division SOPAC de la CPS, Agence des pêches du Forum, Geoscience Australia, centre GRID-Arendal du PNUE, Secrétariat du Commonwealth, Bureau du Procureur général d'Australie, Université de Sydney et Commission régionale de l'océan Pacifique.</p>
<b>9. Ressources</b>	<p>Personnel : Accords de partenariat en vigueur ayant diverses incidences sur les effectifs</p> <p>Activités : Déplacements par avion, activités menées à New York, ateliers</p> <p>Durée : 5 ans</p>

<b>10. Autres interventions connexes</b>	<p>L'acquisition de compétences en matière de cartographie géospatiale acquises en vue de la délimitation des frontières maritimes est utile pour la conduite d'activités liées à des projets de moyenne envergure, des aires marines protégées, ou d'autres initiatives similaires. Il est possible de maintenir et d'utiliser ces capacités et d'autres capacités existantes aux niveaux national et régional pour répondre aux besoins de planification spatiale des PIO dans le domaine marin.</p> <p>Le développement de Geonetwork (un système d'archivage et de gestion des données géospatiales de la Division SOPAC de la CPS) se poursuit ; il aide les PIO dans leurs tâches de cartographie et de planification géospatiale.</p>
<b>Notes</b>	<p>La Division SOPAC de la CPS devra préciser le nombre de pays et de résultats à fournir si les bailleurs de fonds potentiels le demandent.</p> <p>Les dispositions prises à ce jour profiteraient d'une plus grande attention prêtée à l'apport d'un soutien opérationnel et juridique aux pays, de manière à ce que les responsables politiques se penchent davantage sur les problèmes de frontières maritimes et que les données recueillies soient mieux exploitées par les pays. Cela pourrait faire partie des fonctions de la Commission régionale de l'océan Pacifique.</p>

### Axe n° 3 : Coordination de l'engagement national, évaluation des besoins et promotion de l'action en faveur de l'océan

Axe n° 3	Coordination de l'engagement national, évaluation des besoins et soutien à l'action en faveur de l'océan
1. But	Mener une action stratégique aux côtés des pays, en fonction de leurs besoins, afin de cerner les priorités en matière de ressources côtières et océaniques, coordonner le soutien à apporter, assurer le suivi des progrès globaux et faire en sorte que les intérêts plurisectoriels, la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique et l'environnement soient intégrés de manière appropriée dans les actions de développement durable, de conservation et de gouvernance.
2. Résumé	L'accent est mis sur des interventions ciblées, rentables et axées sur les besoins, conformes au FPO. Ces activités demandent un effort coordonné pour évaluer le degré d'avancement des pays dans l'élaboration d'une politique de l'océan et surtout, sa mise en œuvre, afin de pouvoir bien cibler les initiatives. Le soutien apporté à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'océan nécessitent la coordination et la supervision de tous les secteurs (y compris des transports, du tourisme et des mines), ne serait-ce que pour garantir l'intégration correcte de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation au changement climatique et de l'environnement. Cette évaluation et cet engagement stratégique sont la condition requise de la plupart des interventions liées au FPO.
3. Contexte	<p>Le FPO stipule que des orientations en matière de gouvernance de l'océan devraient être intégrées dans les procédures en vigueur de planification et la politique de développement national et viser à définir des responsabilités précises de mise en œuvre, des stratégies et des allocations budgétaires nationales appropriées en vue de la gestion intégrée et de l'exploitation durable des ressources côtières et hauturières. Le but est de proposer une approche concrète et intégrée des questions relatives aux ressources côtières et hauturières, fondée sur les procédures centralisées existantes, plutôt que de créer des documents supplémentaires de politique « thématique ».</p> <p>Cette approche implique que les pays évaluent individuellement leurs forces et leurs faiblesses, ainsi que leur situation actuelle par rapport à une situation ciblée et souhaitée bien définie en termes d'objectifs côtiers et océaniques, afin de pouvoir déterminer des domaines clés à soutenir et améliorer. La Commission pour l'océan peut évaluer les besoins à titre préliminaire (axe n° 1) pour tous les pays, mais une évaluation plus exhaustive et une feuille de route à la demande de certains pays nécessiteraient des ressources spéciales.</p> <p>Les besoins et les cadres d'exécution/feuilles de route identifiés avec chaque pays seront intégrés à des politiques et procédures existantes, par exemple les stratégies relatives à la pêche côtière et littorale, les programmes d'action nationaux pour l'adaptation (PANA), les plans d'action nationaux conjoints (JNAP), les plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB) et, comme préconisé dans le Plan pour le Pacifique, les stratégies conjointes de pays de la CPS, la Politique d'Apia, la politique applicable en matière de transport et de tourisme, le Plan stratégique du PROE et la Convention de Nouméa. Le dispositif de coordination devrait permettre d'améliorer la fixation de priorités et d'harmoniser les diverses initiatives en cours et futures en faveur de l'océan avec les besoins.</p> <p>L'engagement initial aux côtés des pays et les initiatives du CORP et autres seront pris en compte dans la fixation des priorités des pays et la composition de l'équipe chargée d'évaluer la situation des pays (et comprenant dans l'idéal de hauts fonctionnaires nationaux, le personnel compétent des membres du CORP et des homologues à l'échelon régional). Il sera également tenu compte, pour information, d'autres procédures d'examen déjà appliquées, par exemple l'examen par les pairs des procédures budgétaires et de planification du développement national, réalisé par le Forum.</p>



	<p>Les évaluations seront axées sur la prestation de services, une fois identifiées les fonctions requises pour parvenir aux modalités requises de gestion par les parties prenantes et leur impact sur les ressources, ainsi que les politiques et dispositifs existants qui peuvent être appuyés ou utilisés. Cette approche implique de prêter attention aux systèmes de gestion, mais aussi aux aspects juridiques et financiers.</p> <p>Un engagement national approprié permettrait de renforcer la volonté politique et la participation (axe n° 1 – Commission régionale de l’océan Pacifique) et de prendre en considération l’ensemble des secteurs concernés, par exemple les transports, les ressources halieutiques, la protection de l’environnement, les ressources non biologiques (minéraux, agrégats), le tourisme, la foresterie, l’agriculture et la pollution. Les dispositifs nationaux de coordination qui existent déjà n’auraient pas besoin d’être compliqués pour assurer une meilleure intégration des secteurs, la continuité et une bonne coordination. L’engagement permettrait d’assurer le suivi d’opportunités ou de problèmes, par exemple la haute mer, les grandes AMP et les projets « argent contre protection de l’océan ».</p> <p>Des initiatives infrarégionales en cours ou celles d’organisations permettraient de simplifier le soutien apporté, d’un commun accord et en harmonisant les ressources disponibles aux besoins prioritaires (selon le descriptif général figurant dans les notes conceptuelles). La coordination, censée être supervisée par la Commission de l’océan Pacifique, pourrait inclure le S &amp; E et la coordination assurée au titre d’initiatives de grande envergure de bailleurs de fonds et être renforcée et partiellement financée par ceux-ci (par exemple l’initiative GOP de la Banque mondiale pour la région océanienne).</p> <p>La Commission régionale de l’océan Pacifique (axe n°1) assurerait le suivi du soutien apporté au titre de cette initiative et des axes n°s 4-6 et permettrait de surveiller dans quelle mesure les lacunes sont comblées, les besoins satisfaits et les priorités nouvelles et émergentes prises en compte afin d’atteindre l’objectif du FPO. Deux axes essentiels ou à valeur ajoutée consistent i) à faire en sorte que des approches nationales intégrées de la gestion de l’océan et des côtes soient prises en considération dans tous les secteurs concernés, tels que la pêche, l’exploitation des minéraux, les transports, le tourisme et l’énergie, et ii) veiller à ce que l’environnement, l’adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe soient pris en compte dans les activités de développement durable, de protection de l’environnement et de gouvernance (priorité stratégique 6b).</p>
<b>4. Instruments applicables</b>	<p>Priorités et activités du FPO : 2c, 2d, 6b</p> <p>Autres instruments : PIROP-ISA, thèmes 1, 4, 5 ; Convention et plans d’action relatifs aux mers régionales</p>
<b>5. Objectifs</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Cerner les parties prenantes et les procédures d’engagement aux côtés de pays sélectionnés pour traiter les problèmes liés à l’environnement côtier, marin et océanique, en s’appuyant sur une évaluation préliminaire réalisée par la Commission de l’océan Pacifique ;</li> <li>2. Évaluer la situation des pays sélectionnés au regard des systèmes et des résultats escomptés des politiques nationales et régionales de la mer, afin de faire en sorte que l’adaptation au changement climatique et l’atténuation des risques environnementaux soient correctement prises en compte dans les activités de développement durable, de protection de l’environnement et de gouvernance ;</li> <li>3. Appuyer et faciliter l’application continue des procédures d’élaboration de politiques nationales et régionales et coordonner les initiatives appropriées à l’échelon régional et celles qui découlent du FPO.</li> </ol>
<b>6. Activités à conduire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• convenir avec les membres du CORP partenaires et d’autres parties prenantes de la nature holistique du FPO ; cerner les dispositifs existants d’engagement des pays et les partenaires, et convenir de l’approche particulière la mieux adaptée à suivre pour aider chaque pays (éventuellement au titre de l’activité prévue dans l’axe n° 1) ;</li> <li>• Trouver des approches appropriées à adopter pour chaque pays et dresser un calendrier d’application par phases ou étapes pour les pays ; dresser la liste des pays devant faire l’objet de la première phase d’évaluation des besoins ;</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prendre contact avec les représentants à haut niveau de la région et des pays (par exemple lors du sommet du Forum) afin qu'ils donnent leur aval à la feuille de route ;</li> <li>• Procéder à des évaluations approfondies des pays, réalisées en deux temps, ce qui nécessitera deux déplacements dans le pays ;</li> <li>• Rédiger le rapport d'évaluation, décrivant les lacunes et les possibilités d'intervention dans les procédures existantes d'exploitation et de gestion durable des espaces côtiers et océaniques du pays ;</li> <li>• Élaborer, actualiser et réviser la stratégie régionale à l'appui des besoins des pays, sur la base d'initiatives en cours ou nouvelles ;</li> <li>• Coordonner les initiatives d'appui, dans la mesure du possible, notamment en ayant recours aux réseaux et aux dispositifs régionaux existants.</li> </ul>
<b>7. Résultats escomptés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les pays évaluent les institutions nationales, notamment celles compétentes en matière de pêche, d'exploitation des minéraux, de transport, de tourisme, d'énergie et d'environnement, en vue de l'exploitation et de la gestion durables des espaces côtiers et océaniques et afin d'éviter tout chevauchement d'activité, de définir clairement les attributions, les responsabilités, l'efficacité et l'efficacité et de contribuer aux objectifs nationaux de développement durable ;</li> <li>- Les pays cernent les lacunes et les possibilités d'intervention dans leurs procédures existantes d'exploitation et de gestion durables de leurs espaces côtiers et océaniques ;</li> <li>- Les pays établissent une feuille de route pour rationaliser et réformer leurs administrations en vue d'une gestion et d'une exploitation durables et intégrées de l'océan ;</li> <li>- La mise en œuvre des feuilles de route est entreprise, en commençant par une prise en compte équilibrée de la politique de gestion de la mer et des priorités de planification, dans le cadre du plan de développement national et des politiques connexes ;</li> <li>- Il est prévu d'apporter un soutien adéquat aux priorités liées à l'océan (budget national, ressources humaines et autorités responsables) et l'aide des bailleurs de fonds est harmonisée.</li> </ul>
<b>8. Parties prenantes et bénéficiaires</b>	<p>Commission de l'océan Pacifique, membres du CORP, autres partenaires techniques participant à la mise en œuvre, bailleurs de fonds.</p> <p>11 pays – évaluation préliminaire étalée sur un an</p> <p>3 pays/an évalués en profondeur (années 2-4)</p> <p>2-3 pays : mise en œuvre des feuilles de route (à partir de la 3<sup>e</sup> année)</p>
<b>9. Ressources</b>	<p>L'application de cet axe est une condition préalable à l'exécution des autres ; elle pourrait être en partie financée par d'autres initiatives et au titre d'autres axes, en tant que service de coordination et d'engagement/évaluation, ainsi que par les budgets ordinaires d'organisations régionales.</p> <p>Personnel : Agents de la Commission de l'océan Pacifique et consultants ; au stade de l'exécution, des conseillers en poste dans le pays pourraient être sollicités ultérieurement.</p> <p>Activités : Exécution liée à d'autres axes et à des opportunités régionales, etc.</p>
<b>10. Autres interventions connexes</b>	<p>Peuvent être simultanées ou échelonnées.</p> <p>Axes n<sup>os</sup> 4-7 sur la pêche littorale, gestion intégrée ou écosystémique ou projet de moyenne envergure</p>

## Axe n° 4 : Stratégies et mise en œuvre de la gestion de la pêche littorale

Axe n° 4	Stratégies et mise en œuvre de la gestion de la pêche littorale [en Mélanésie occidentale]
1. But	Élaborer et appliquer des stratégies nationales de gestion efficace de la pêche littorale afin d'assurer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations locales, en exploitant les points forts des communautés et des organismes du secteur public, et en explorant les possibilités de servir les intérêts nationaux et ceux de l'écosystème dans son ensemble en menant une action conjointe à l'échelon provincial et national.
2. Résumé	Assurer la gestion durable des ressources halieutiques côtières et littorales est une condition prioritaire et essentielle de la sécurité alimentaire et de moyens de subsistance durables pour les peuples océaniens. La plupart des États et Territoires insulaires océaniens admettent et reconnaissent désormais que la gestion communautaire de la pêche, en vertu de laquelle la population locale est responsable de la gestion durable des ressources halieutiques, dans les limites de ses zones de pêche, est la méthode de gestion des pêcheries côtières la plus efficace (Politique d'Apia).
3. Contexte	<p>Bien qu'ils reconnaissent l'existence de méthodes prometteuses pour gérer durablement les pêcheries littorales, peu de pays disposent de mécanismes d'application satisfaisants et, dans de nombreux cas, les communautés ne reçoivent que peu de soutien de la part des pouvoirs publics, voire aucun.</p> <p>Dans certains pays, l'expérience montre que les systèmes nationaux de gestion de la pêche littorale fondée sur la propriété coutumière sont réalisables, et qu'ils ont même le potentiel de résoudre les questions de gestion côtière et environnementale, et de traiter les problèmes d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe. L'expérience régionale pourrait déboucher sur des exemples reconnus par la communauté internationale de ce que l'on considère actuellement comme les méthodes les plus souhaitables et les meilleures pratiques en matière de <i>gestion fondée sur les droits et les droits d'exploitation territoriale des ressources halieutiques, associée à des réserves</i>.</p> <p>L'amélioration des conditions propices et en particulier celle des mécanismes institutionnels de gestion de la pêche littorale constitue une priorité absolue en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la capacité de résistance des populations locales. C'est une approche « sans regrets » de la mise en place de systèmes nationaux qui peuvent aussi servir à atteindre d'autres objectifs nationaux en matière d'adaptation au changement climatique, de réduction des risques de catastrophe et de protection de l'environnement. Bien que l'on espère identifier les lacunes juridiques et politiques, l'expérience montre que celles-ci ne peuvent être comblées qu'au terme de périodes beaucoup plus longues que la durée moyenne des projets et que des retombées positives plus concrètes peuvent être obtenues à condition d'améliorer les interventions du personnel et de tenir compte des résultats de ces expériences dans l'élaboration de la politique à long terme.</p> <p>La faculté de résistance des populations et leurs moyens de subsistance sont au cœur de la présente note conceptuelle, mais la poursuite de l'exploitation d'espèces commerciales de grande valeur, telles que la bêche de mer et le troca, nécessitera des méthodes de gestion qui renforcent le cadre plus large de gestion communautaire des ressources littorales. La manière dont la gestion d'espèces de grande valeur commerciale sera intégrée aura une incidence sur le succès de leur gestion à long terme ou pourrait au contraire saper la gestion communautaire à la base.</p>
4. Instruments applicables	<p>Priorités et activités du FPO : 3a, (ainsi que 2d, 4c, 5a, 6b)</p> <p>Autres instruments : Politique d'Apia, Feuille de route du Groupe du fer de lance pour les ressources littorales et la bêche de mer, PIROP-ISA Initiative 3.1, Déclaration de Vava'u sur les ressources halieutiques du Pacifique, Convention et plans d'action sur les mers régionales</p>

<b>5. Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer l'expérience nationale et les possibilités institutionnelles de mettre au point des systèmes prioritaires, des cibles et des stratégies de gestion des pêcheries littorales et cerner les obstacles à long terme et les moyens de les surmonter.</li> <li>• Mettre en œuvre la restructuration des prestataires nationaux et provinciaux de services de gestion des ressources, et renforcer leurs capacités « sur le tas », afin d'instituer et de mettre à l'épreuve les services essentiels de gestion des ressources littorales à l'échelle nationale et provinciale.</li> <li>• Mettre au point des approches nationales à long terme qui incorporent, dans la mesure du possible, la prestation de services conjoints et des fonctions intégrées à l'appui des intérêts nationaux en général dans des méthodes de gestion intégrée et écosystémique, l'adaptation au changement climatique et les moyens de subsistance durables.</li> </ul>
<b>6. Activités à conduire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Évaluer les problèmes nationaux et décentralisés d'ordre juridique, opérationnel et institutionnel et les questions de capacités relatives à la gestion des pêcheries littorales fondée sur la propriété coutumière.</li> <li>- Évaluer les expériences nationales en matière de gestion des ressources littorales et côtières afin d'en tenir compte dans l'élaboration de stratégies nationales concrètes.</li> <li>- Définir des méthodes locales/communautaires appropriées applicables dans les contextes budgétaires et institutionnels prévisibles, ainsi que les services essentiels et les conditions propices que les pouvoirs publics doivent ou peuvent instaurer.</li> <li>- Élaborer une stratégie de soutien à la gestion des pêcheries littorales et un plan d'exécution détaillé, indiquant les parties prenantes concernées à différents échelons des pouvoirs publics, ainsi que les modalités de coordination, applicables dès que possible, avec d'autres secteurs, les intérêts des écosystèmes, le rôle des femmes, des cadres de suivi simples destinés aux décideurs, et des objectifs généraux de politique nationale.</li> <li>- Restructurer au besoin et renforcer les capacités essentielles afin de mettre à l'épreuve, à grande échelle (par exemple provinciale), la stratégie nationale de gestion des ressources côtières et le plan d'exécution, y compris le recours à des réseaux d'apprentissage par les pairs, et la collecte améliorée de données et leur diffusion aux populations locales, et le contrôle des exportations et des marchés.</li> <li>- Évaluer les coûts et avantages de l'approche expérimentale, arrêter des méthodes améliorées et cerner les principaux problèmes à résoudre. Mettre au point un système de suivi économique à l'intention des gestionnaires et l'intégrer dans les plans et stratégies pertinents.</li> </ul>
<b>7. Résultats escomptés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Étude et évaluation des expériences passées et de la capacité institutionnelle de respecter les priorités des actions nationales.</li> <li>• Stratégie (nouvelle ou actualisée) de gestion des pêcheries littorales et plan d'exécution détaillé, y compris un guide des services prioritaires et des attributions des collectivités nationales et provinciales.</li> <li>• Capacités renforcées par un soutien pratique et sur le tas dans le cadre d'essais en grandeur réelle, visant à améliorer l'efficacité de la gestion des pêcheries littorales à des échelles rationnelles (par exemple provinciale).</li> <li>• Services d'information développés et assurés, y compris un répertoire de ressources d'information essentielles, des systèmes d'information à la majorité des populations de pêcheurs, des systèmes de remontée d'informations et de suivi à l'intention des décideurs.</li> <li>• Stratégie de gestion des pêcheries littorales incluse dans les plans directeurs nationaux en vue de son application intégrale.</li> <li>• Meilleur engagement d'autres institutions nationales centralisées chargées du suivi et de l'application de la loi – police, tribunaux, douanes et collèges/universités.</li> </ul>

<b>8. Parties prenantes et bénéficiaires</b>	<p>Les parties prenantes sont la CPS et l'Agence des pêches du Forum (appui juridique), diverses ONG et réseaux concernant les moyens de subsistance ou la pêche.</p> <p>Les bénéficiaires seront déterminés en fonction de l'évaluation des besoins du pays. Il s'agira probablement des pays de Mélanésie occidentale (Îles Salomon, Vanuatu, éventuellement Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée). D'autres pays pourront s'ajouter : Kiribati et Îles Marshall. Les bénéficiaires peuvent être regroupés par sous-région, par exemple les pays membres du Fer de lance mélanésien, vu la convergence avec une priorité énoncée dans la feuille de route du Fer de lance en matière de pêche littorale.</p>
<b>9. Ressources</b>	<p>Les interventions passées concernant la pêche étaient généralement coûteuses. Il faut élaborer des stratégies relatives à la pêche littorale dans le cadre du FPO pour s'appuyer sur les structures existantes et faire en sorte que l'intervention soit rentable pour les pays. L'intervention consistera principalement dans l'établissement de plans nationaux et provinciaux et dans des consultations, la restructuration des activités à l'échelon départemental et provincial, l'établissement de réseaux de pairs dans les pays et entre les pays et les coûts liés à la diffusion d'informations. Le renforcement ou la réforme des institutions existantes nécessiteront surtout une forte volonté politique.</p> <p>Niveau et ampleur de l'effort sur 3 à 5 ans. Nécessitera un appui technique et opérationnel infrarégional et l'établissement de réseaux.</p> <p>Personnel : Conseiller régional/infrarégional (1 ETP) et 1 formateur/conseiller par pays</p> <p>Activités : appui régional ou infrarégional</p> <p>Durée : 5 ans (3-4 ans par pays)</p>
<b>10. Autres interventions connexes</b>	<p>La Commission de l'océan Pacifique et des organisations membres du CORP assureront la coordination au regard des besoins et de l'engagement des pays, y compris de la volonté politique (axes n<sup>os</sup> 1, 3).</p> <p>Partenaires potentiels ou projets de collaboration : projet d'amélioration de la gestion communautaire de la pêche dans les pays océaniques conduit par Worldfish/ACIAR (Îles Salomon, Vanuatu, Kiribati), projets de renforcement institutionnel financés par la Nouvelle-Zélande (par exemple Îles Salomon, Tuvalu), Initiative du Triangle de corail, Micronesian Challenge, Initiative GOP de la Banque mondiale, projet PACIOCEA, projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire (GEFPAS IIB) (Tonga, Îles Cook, Tuvalu, Nauru), MACBIO (Tonga, Îles Salomon, Vanuatu, Fidji), SciCoFish, réseaux d'aires marines sous gestion locale (LMMA), Communauté des aires marines protégées des îles du Pacifique (PIMPAC), et Groupe du Fer de lance mélanésien.</p>
<b>Notes</b>	<p>Des interventions, y compris diverses actions de renforcement institutionnel et de recherche/pilotage sont en cours, mais tous les pays doivent encore mener des activités pour appliquer effectivement la gestion des pêcheries littorales à l'échelon national.</p>

## Axe n° 5 : Mise en œuvre de la gestion côtière intégrée et de la gestion écosystémique

Axe n° 5	Mise en œuvre de la gestion côtière intégrée et de la gestion écosystémique [en Polynésie et en Micronésie]
1. But	Assurer une vie insulaire durable, élaborer et appliquer des modalités de gestion intégrée des ressources côtières, à une échelle nationale significative, y compris à l'échelon des populations locales, des districts, des provinces, des pouvoirs publics nationaux et d'autres parties prenantes.
2. Résumé	Le Cadre pour les paysages océaniques du Pacifique (FPO) encourage les États et Territoires insulaires océaniques à mettre en œuvre des modalités de gestion intégrée des ressources côtières en s'appuyant sur les forces et les traditions des collectivités locales, provinciales et nationales pour assurer une vie insulaire durable. Les efforts des communautés et populations locales doivent être soutenus et coordonnés aux niveaux provincial et national, et les intérêts nationaux et écosystémiques pris en compte dans une action conjointe.
3. Contexte	<p>Les régimes de gestion fondée sur les droits que la propriété coutumière offre aux pays insulaires océaniques sont au cœur de l'action menée pour assurer des moyens de subsistance durables aux populations locales. De nombreux impacts et menaces dépassent toutefois l'échelon local et devront être surmontés pour assurer la durabilité locale, et les interactions entre intérêts des communautés ou des parties prenantes dépassées pour parvenir à des résultats sociétaux acceptables. Le passage de la gestion locale à l'échelle infranationale et nationale et sa coordination pour assurer une gestion intégrée des ressources côtières sont une étape essentielle vers l'élaboration de systèmes de gestion locale dans un certain nombre de pays et une condition nécessaire de l'obtention des résultats escomptés de l'action nationale et de la prise en compte des intérêts de la société dans son ensemble.</p> <p>Des expériences pilotes prometteuses de gestion intégrée des ressources côtières ont été conduites dans certains pays, notamment ceux où des études appropriées de la gestion locale ont été conduites, à l'échelon communautaire. Les pays qui ont mis en place un système national à l'appui de la gestion locale ou de la cogestion des ressources halieutiques ou autres devraient bénéficier d'un soutien pour la mise au point de systèmes nationaux de gestion intégrée des ressources côtières, ainsi que l'envisage le FPO.</p> <p>Ces méthodes utilisent extensivement toutes les données disponibles et les besoins prioritaires en la matière seront identifiés. Mais la composante essentielle consiste dans des capacités d'organisation de réunions, légitimes à l'échelon national et infranational, l'engagement intersectoriel et l'adoption de méthodes appropriées fondées sur la participation des communautés, d'organismes du secteur public à divers échelons et d'acteurs du secteur privé. Les méthodes de gestion intégrée des ressources côtières devraient reposer sur des procédures nationales appropriées et efficaces (tenant compte éventuellement des PANSB et de la communication sur l'état de l'environnement), sur la base des expériences passées et des structures existantes. Il conviendrait aussi de déterminer les données prioritaires manquantes et de les communiquer aux fournisseurs de données. La collecte de données est particulièrement coûteuse et peut facilement s'avérer encore plus coûteuse que les procédures de gestion et de prise de décisions, d'autant plus que celles-ci devraient être simplifiées au départ de manière à être fonctionnelles et durables. Ces procédures devraient être mises en relation avec le renforcement des capacités, à l'appui de ces efforts, notamment dans le domaine des rapports sur l'état de l'environnement et le suivi environnemental, conformément aux objectifs du plan stratégique du PROE.</p> <p>Des pays cibles seront sélectionnés d'après les évaluations nationales coordonnées par la Commission de l'océan Pacifique, en fonction des progrès réalisés en matière de gestion locale et d'autres critères de préparation.</p>

<b>4. Instruments applicables</b>	<p>Priorités et activités du FPO : 3a, (ainsi que 2d, 4c, 5a, b 6b)</p> <p>Autres instruments : PIROP-ISA Init. 3.1, Convention et Plans d'action relatifs aux mers régionales, Plan stratégique du PROE 2011-2015, Convention sur la diversité biologique</p>
<b>5. Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réviser les méthodes nationales actuelles de gestion intégrée des ressources côtières au regard des capacités et des besoins nationaux et échanger les expériences à d'autres pays ;</li> <li>• Renforcer les structures institutionnelles nationales de gestion intégrée des ressources côtières et promouvoir les débats, ainsi que le développement ou la consolidation des politiques et institutions ;</li> <li>• Appliquer une méthode infranationale de gestion intégrée des ressources côtières afin de la déployer ensuite au niveau national.</li> </ul>
<b>6. Activités à conduire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Procéder à l'évaluation nationale des méthodes suivies pour appliquer à plus grande échelle la gestion locale qui s'est avérée fructueuse, pour mettre en place la gestion intégrée ou écosystémique des ressources côtières et pour évaluer les progrès accomplis en matière d'élaboration de politiques et de mécanismes institutionnels de gestion intégrée. Déterminer et combler les lacunes existantes dans les données pertinentes. S'appuyer sur les évaluations, les politiques et les groupes existants.</li> <li>- Mettre en place ou renforcer un comité approprié de gestion intégrée des ressources côtières ou un groupe similaire intersectoriel et réunissant de multiples parties prenantes afin de conduire les activités à l'échelon national, et finaliser la conception des initiatives. Faire en sorte que, à l'instar des secteurs de l'environnement et de la pêche, des secteurs tels que le changement climatique, les catastrophes, le tourisme et les transports soient également pris en compte de manière appropriée.</li> <li>- Appuyer la diffusion d'informations et l'instauration d'un débat afin de faire mieux comprendre la gestion intégrée des ressources côtières et son incidence sur la gouvernance par des parties prenantes nationales, infranationales et communautaires à différents niveaux.</li> <li>- Concevoir ou arrêter un modèle décentralisé de gestion intégrée des ressources côtières, applicable à l'échelon national, qui aura des chances d'être acceptable et rentable, compte tenu des budgets institutionnels prévisibles et des modalités de soutien, et de répondre au maximum de priorités nationales possibles (par exemple dans les domaines de la pêche, des procédures de lutte contre les impacts environnementaux et du changement climatique, de la pollution et des risques de catastrophe). Définir des cibles, des indicateurs et des hypothèses (concernant en particulier les actions à mener et les résultats escomptés des institutions) afin de pouvoir évaluer le modèle.</li> <li>- Définir et utiliser les réseaux nationaux ou régionaux existants et les mécanismes de renforcement de capacités pour faire en sorte que le personnel et d'autres parties prenantes reçoivent une formation et un soutien « sur le tas », fassent des échanges entre pairs et communiquent les enseignements tirés.</li> <li>- En collaboration avec des acteurs ciblés à l'échelon infranational, définir la stratégie et le calendrier de mise en œuvre.</li> <li>- Mettre en œuvre la gestion intégrée des ressources côtières à l'échelle infranationale, en organisant des réunions et des consultations. Appliquer les meilleures pratiques et utiliser les outils de cartographie et de suivi les plus économiques.</li> <li>- Cerner les nouveaux besoins urgents d'informations et de données et faire appel au soutien de partenaires régionaux et internationaux du FPO. Cerner les domaines prioritaires de recherche ciblée et communiquer avec les partenaires.</li> <li>- Surveiller, évaluer et examiner régulièrement les progrès accomplis et étayer la politique nationale et régionale par des notes d'orientation, des projets de lois, des articles et des échanges entre pairs.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dès lors qu'il existe des mécanismes efficaces, à une échelle ou une autre, appuyer la création de dispositifs de mise en corrélation, applicables à l'échelon national, par exemple des réseaux d'aires protégées, pour faciliter le renforcement des capacités et mobiliser d'autres moyens de financer la gestion intégrée.</li> </ul>
<b>7. Résultats escomptés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique nationale de gestion intégrée des ressources côtières et feuille de route élaborées ou actualisées.</li> <li>• Gestion intégrée des ressources côtières appliquée à l'échelon infranational et évaluée.</li> <li>• Implications pour la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources côtières à l'échelon national évaluées, y compris les résultats obtenus des stratégies d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe, et intégrées dans la politique nationale de gestion intégrée des ressources côtières.</li> </ul>
<b>8. Parties prenantes et bénéficiaires</b>	<p>Organisations susceptibles d'apporter leur soutien : Université du Pacifique Sud, CPS et PROE.</p> <p>Pays bénéficiaires (sous réserve de l'évaluation ex post et ex ante) : Samoa, Fidji, Tonga, Nouvelle-Calédonie ; 3-5 pays ; 3-5 ans chacun selon les pays.</p>
<b>9. Ressources</b>	<p>Personnel :    Coordonnateur national, agents de soutien nationaux (2 ETP par pays), conseiller régional (1 ETP)</p> <p>Durée :        5 ans</p> <p>Activités :     Les coûts diminuent au fur et à mesure que les pays commencent à contribuer et à assumer des fonctions.</p>
<b>10. Autres interventions connexes</b>	<p>Projet PACIOCEA, Initiative FEM-BASD du Triangle de corail (Fidji, Îles Salomon, Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée), projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire (Tonga, Îles Cook, Tuvalu, Nauru), MACBIO (Tonga, Îles Salomon, Vanuatu, Fidji), Projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes</p>
<b>Notes</b>	<p>Informations complémentaires : Lane 2006 (Vanuatu, Îles Salomon, Fidji), Kinch 2010 (PNG), Initiative « bleu-vert » (10<sup>e</sup> FED).</p> <p>Des réseaux nationaux et régionaux contribueraient particulièrement à cette initiative.</p>



## Axe n° 6 : Renforcement de la faculté d'adaptation des populations grâce à des systèmes et services nationaux

Axe n° 6	Renforcement de la faculté d'adaptation des populations grâce à des systèmes et services nationaux
1. But	Développer et améliorer la prestation de services du secteur public axés sur les populations locales, afin de rendre les îles plus résilientes, grâce à la coordination et l'intégration des secteurs de la gestion des ressources, de l'environnement, du changement climatique et des risques de catastrophe et de la prestation de services.
2. Résumé	Les approches fondées sur la participation des communautés jouent un rôle central dans le développement et la résilience. Jusqu'à présent, les expériences en matière de gestion communautaire des ressources, de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique n'étaient pas prises en compte dans des stratégies nationales viables dans le Pacifique. Il faut mettre au point des approches intégrées économiques, simples et praticables, applicables à une échelle nationale suffisante et à un coût assez modique pour être poursuivies durablement dans des contextes financiers nationaux prévisibles et avec les capacités prévues.
3. Contexte	<p>Les actions prioritaires des pouvoirs publics se fondent généralement sur des approches communautaires, considérées comme essentielles pour la prestation de services et l'obtention des résultats nationaux escomptés dans divers secteurs tels que : pêche, environnement, changement climatique, réduction et réponse aux risques de catastrophe. Du fait du coût de la mise en œuvre de ces approches et de leur couverture, obtenue en abordant ces priorités d'action secteur par secteur, la majorité des communautés de nombreux pays n'ont pas bénéficié de services ni d'un soutien adéquats de la part des pouvoirs publics.</p> <p>Il faut d'urgence examiner les services prioritaires dont les populations océaniques ont besoin, dans tous ces secteurs, ainsi que les mécanismes de prestation de services conjoints susceptibles d'élargir la couverture et de réduire le nombre d'interventions requises, et évaluer les réponses ou actions les plus appropriées et rentables, envisageables par les communautés ou les pouvoirs publics. Alors que certains secteurs ont promu le recours à des technologies, des méthodes et des outils particuliers (par exemple plantation de palétuviers, aires marines protégées, digues, énergie solaire), leur pertinence et leur rapport coût/avantage dans le cadre d'une mise en œuvre à l'échelle nationale doivent être évalués à la lumière d'une expérience décennale.</p> <p>Le développement de la prestation de services conjoints ou l'intégration de fonctions clés devraient aussi déboucher sur un débat concernant les modalités de financement les plus appropriées, les budgets publics, mais aussi les contributions du secteur privé et les possibilités de partage des coûts/avantages (par exemple les principes du pollueur payeur ou du bénéficiaire payeur).</p>
4. Instruments applicables	<p>Priorités et activités du FPO : 6b, 3a, 5a, b, c (ainsi que 2d, 4a, c)</p> <p>Autres instruments : PIROP-ISA Init. 3.1, Convention et Plans d'action sur les mers régionales, Cadre de Hyogo, autres politiques d'ACC et de GRC</p>
5. Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moyen de la planification stratégique et institutionnelle nationale, définir des priorités, des opportunités et des systèmes potentiels de prestation de services intégrée du secteur public en fonction des scénarios possibles de ressources budgétaires et humaines nationales.</li> <li>• Évaluer les meilleures technologies applicables d'après les projets et expériences passés, nationaux et régionaux (procéder en priorité à des évaluations critiques d'options théoriques, par exemple la plantation de palétuviers, l'aménagement d'AMP, ou d'options concrètes, par exemple : digues, estacades, solutions d'adaptation fondées sur l'écosystème).</li> <li>• Tester et affiner la prestation de services appropriés à une échelle réaliste (provinciale, par exemple), en s'efforçant d'affiner la rentabilité et de répondre aux besoins prioritaires.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre au point des approches politiques et pratiques, appropriées et applicables au pays tout entier, afin de renforcer la résilience des communautés.</li> </ul>
<b>6. Activités à conduire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les acteurs du secteur public définissent des services minimum et essentiel à fournir pour rendre les communautés du pays plus résilientes.</li> <li>- Mise au point d'un modèle de dispositif de prestation de services harmonisé avec les capacités budgétaires et humaines probables.</li> <li>- Mise à l'épreuve et amélioration du modèle mis en œuvre au niveau provincial (ou au niveau d'une unité de gouvernance similaire).</li> <li>- Évaluation des principales technologies et pratiques applicables au niveau national et régional (simultanées).</li> <li>- Les acteurs du secteur public évaluent les expériences en matière de mise en œuvre et de meilleures technologies applicables afin de donner des orientations nationales pour une meilleure prestation de services du secteur public, axés sur les communautés, et pour rendre les îles plus résilientes.</li> </ul>
<b>7. Résultats escomptés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un dispositif amélioré de prestation de services, visant à rendre plus résilients les communautés et le pays de manière économique, est testé et son adoption proposée sous forme de politique nationale appliquée dans trois pays.</li> <li>• Des options de prestation de services et de meilleures technologies applicables sont examinées et diffusées pour examen par tous les pays insulaires océaniques.</li> </ul>
<b>8. Parties prenantes et bénéficiaires</b>	Réseaux régionaux, nationaux et infranationaux (de nature plurisectorielle), comprenant initialement des secteurs productifs ainsi que ceux de la gestion des risques de catastrophe, du changement climatique (principalement de l'adaptation) et de l'environnement. Les bénéficiaires sont les pouvoirs publics à tous les niveaux ainsi que le public qu'ils ont pour mission de servir. Les pays ciblés seront probablement certains grands pays ayant une population majoritairement rurale.
<b>9. Ressources</b>	<p>Personnel : Conseiller régional, conseiller national dans chaque pays, consultants ou équipe commune chargée de l'examen.</p> <p>Durée : 3-5 ans</p> <p>Activités : Soutien aux pays et appui régional, et équipe/consultants pour l'examen</p>
<b>10. Autres interventions connexes</b>	Toutes les interventions liées à la gestion des ressources, au changement climatique et à la GRC. Certaines d'entre elles consistent déjà à étudier des approches intégrées, mais le présent axe permet de les mettre à l'épreuve.

## Axe n° 7 : Aménagement des espaces marins à différentes échelles

Axe n° 7	Aménagement des espaces marins à différentes échelles
1. But	Les pays insulaires océaniques explorent et renforcent les mécanismes d'aménagement des espaces marins pour améliorer la gestion des ZEE et appuyer l'acquisition de données en fonction des besoins, afin d'assurer un développement économique durable et maintenir intacts les écosystèmes.
2. Résumé	Tabler sur l'expérience acquise et les progrès accomplis pour définir les prochaines étapes, en vue de satisfaire les besoins d'aménagement des espaces marins à l'échelle de la ZEE, selon une approche échelonnée, testée dans les pays qui ont déjà été évalués, ou sont en train de l'être, qui ont un besoin prioritaire et possèdent les capacités d'assimilation et de mise en œuvre de telles approches.
3. Contexte	<p>L'élaboration d'un cadre cohérent permettant d'accéder aux données disponibles, de les identifier et de les utiliser aux fins du développement durable, de la gestion et de l'évaluation de l'état des écosystèmes, est un objectif permanent et un défi pour les pays insulaires océaniques.</p> <p>Un élément clé consiste à intégrer l'aménagement des espaces marins, à différentes échelles, de manière appropriée, simple et rentable, pour répondre aux besoins émergents des pays. Beaucoup de progrès ont été réalisés dans l'application d'approches communautaires rentables, à l'échelle locale et, dans une certaine mesure, infranationale, mais moins à l'échelle nationale (appui à la prise de décisions sur l'exploitation de ressources multiples) et régionale (information et élaboration d'un cadre intégré plurisectoriel).</p> <p>Le FPO prévoit la mise au point et le renforcement de dispositifs appropriés de sécurité et d'application de la loi, ainsi que de systèmes d'aménagement qui président à des usages multiples en vue du développement économique durable tout en conservant l'intégrité de l'écosystème et la biodiversité des zones côtières et océaniques. Le but de ces systèmes de gestion de rang supérieur est de servir de base à l'utilisation d'outils d'aménagement spatial de façon imbriquée en se fondant sur des expériences de fermeture traditionnelle stricte, d'aires sous gestion locale et de grandes aires gérées et protégées à usages multiples. La sûreté transfrontière, la sécurité alimentaire, le suivi, le contrôle et la surveillance sont des conditions fondamentales de l'efficacité de tels systèmes de gestion.</p> <p>Il est toutefois reconnu dans le FPO que le renforcement des capacités, la collecte et la diffusion de données et la planification se sont souvent avérés excessivement coûteux, faute d'être bien ciblés et de viser à répondre à des besoins simples et fondamentaux (4a).</p> <p>L'expérience et les progrès considérables accomplis, bien que dispersés, devraient être pris en compte pour définir les prochaines étapes d'une réponse échelonnée aux besoins d'aménagement des espaces marins de la ZEE, testée dans des pays dont l'évaluation passée ou en cours a mis en lumière un besoin urgent et la capacité d'assimilation et de mise en œuvre d'approches de ce genre.</p> <p>Il est essentiel de faire en sorte que cette initiative, outil de planification des priorités nationales de développement, soit appuyée et emmenée par les organismes régionaux et nationaux appropriés, de manière à préserver tous les intérêts économiques (transports, industrie, tourisme) (5b) et à faire participer la société civile.</p> <p>Les systèmes de gestion doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maximiser l'autosuffisance en suivant des approches traditionnelles et des méthodes communautaires émergentes ;</li> <li>• Rechercher les moyens les plus rentables de pérenniser la gestion ;</li> <li>• S'appuyer sur des expériences réussies à l'aide d'outils combinés tels que les processus de dialogue et d'action entre propriétaires et utilisateurs des ressources, de grandes AMP et des aires marines sous gestion locale, la gestion par zones et d'autres mesures.</li> </ul>

4. Instruments applicables	<p>Priorités et activités du FPO : 3b, 4a, 5a, b, (ainsi que 2d, 4c, 6a, b)</p> <p>Autres instruments : PIROP-ISA Init. xx 2.1, Convention sur les mers régionales, Convention de Nouméa, Convention sur la diversité biologique</p>
5. Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Donner des orientations et des informations sur les approches multiples, selon les différentes échelles et les capacités d'assimilation, en vue de l'application et de la mise à l'épreuve de l'aménagement des espaces marins dans des pays qui remplissent les conditions requises à l'adoption de systèmes de gestion des ressources (par ex. Îles Cook, Tonga, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Nauru, Fidji (?), Samoa).</li> <li>• Étudier et mettre au point des mécanismes facilitant le stockage et le traitement des données, pour pouvoir utiliser le processus d'aménagement spatial pour la prise de décisions à l'échelon national.</li> <li>• Faire le point sur l'expérience et concevoir la deuxième phase pour les pays suivants et affiner le potentiel de soutien national ciblé.</li> </ul>
6. Activités à conduire	<p>Phase 1 – évaluation des données disponibles, de l'expertise et des outils d'après les critères énoncés dans le FPO : rentabilité, simplicité de méthode et ciblage.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Agir par le truchement de la Commission pour l'océan Pacifique,</li> <li>• Cerner les données existantes parallèlement à d'autres démarches en cours,</li> <li>• Identifier les données disponibles ailleurs ou les données pouvant être requises,</li> <li>• Localiser le stock de données, etc.</li> </ul> <p>Phase 2 – pour 3 pays maximum, l'échelle nationale ou de la ZEE,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travailler en collaboration avec les pays qui « exigent » un engagement,</li> <li>• Consigner par écrit et évaluer,</li> <li>• Donner des orientations.</li> </ul>
7. Résultats escomptés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aménagement des espaces marins à l'échelle national facilite la gestion intégrée et durable des ressources dans deux pays au moins.</li> <li>- Une aide est apportée, à l'échelon régional, pour présenter les informations essentielles et en faire la synthèse, à l'appui de la prise de décisions ciblées concernant la gestion durable et intégrée de l'océan.</li> <li>- Un cadre d'aménagement des espaces marins est élaboré, à l'échelle régionale et nationale, pour répondre aux questions générales régionales sur la base de statistiques publiques, ainsi qu'à des questions plus précises à l'échelon national, y compris par des informations spécifiques aux pays et éventuellement sensibles sur les ressources côtières.</li> <li>- Produits de communication élaborés, expliquant les méthodes d'aménagement des espaces marins, les produits escomptés, les usages et les outils de gestion intégrée des ressources aux échelons communautaire, infranational, national et régional.</li> </ul>
8. Parties prenantes et bénéficiaires	<p>Pays et territoires manifestant leur intérêt <u>et</u> en mesure de participer à la phase I en termes de systèmes existants de mise en œuvre de la gestion des ressources : Îles Cook, Palaos, Fidji, Tonga, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Nauru. Les bénéficiaires sont tous les utilisateurs et usages traditionnels et de longue date, ainsi que les nouveaux utilisateurs et usages potentiels des zones côtières et océaniques d'un pays.</p>
9. Ressources	<p>Pays et région infranationale (par ex. archipel) : composantes techniques facilitant l'aménagement des espaces marins à grande échelle (selon l'échelle appliquée, ne couvrirait probablement pas toutes les consultations des communautés).</p> <p>Mise au point d'un système national et régional de diffusion de données, centralisé et adossé à Internet, sur l'aménagement des espaces marins aux échelles infranationale, nationale et régionale (à mettre en place dans le cadre d'efforts supplémentaires aux échelons national et infranational).</p> <p>Personnel : Coordonnateur d'ensemble, gestionnaire de base de données, coordonnateurs nationaux</p> <p>Durée : 5 ans</p>

<b>10. Autres interventions connexes</b>	PACIOCEA, projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire (Tonga, îles Cook, Tuvalu, Nauru), MACBIO (Tonga, îles Salomon, Vanuatu, Fidji, Kiribati).
	NOTE – L'application des axes du FPO suppose que le soutien apporté corresponde aux capacités existantes – Il est très probable que les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu ne seront pas prêts à mettre en œuvre une gestion fondée sur des données ou plus complexe sur le plan technique avant la mise en place d'un système quelconque de gestion des ressources.